

**CIBLE**

## Notation

**I**l arrive que la vérité sorte de la bouche d'un... Raffarin. Relevée par Marianne, une déclaration de l'ancien Premier ministre révèle le fond de la pensée oligarchique : « dans le passé, l'élection présidentielle dépendait d'un seul facteur : l'avis des électeurs ». Maintenant, elle dépend aussi de « l'avis des prêteurs ». Comme la France est endettée, « il faut que certains lui prêtent de l'argent. Ce "certains", ce sont des fonds de pension, ce sont des retraités, ce sont des acteurs mondiaux, ce sont surtout des acteurs hors de France. Ces acteurs-là, ils ont leur avis sur l'économie française. »

Il faut préciser que cet avis des prêteurs étrangers est déterminant : à droite, à gauche, on mobilise les électeurs avec des discours séduisants mais c'est la finance qui fait la loi dès que les campagnes électorales sont terminées. Prise entre les oligarques et les ploutocrates, la démocratie est tout simplement étranglée.

Mais comme les gouvernants sont incapables de tenir les promesses faites aux « marchés », comme ils mentent ouvertement aux peuples, leur avenir est de moins en moins assuré.

## OLIGARQUES

# Du mensonge à l'aveu

Idées

**Le symptôme  
DSK**

p. 9

Dupin

**Voyages  
en France**

p. 6-7

## Combien de divisions ?

**La belle unité syndicale affichée depuis le déclenchement de la crise semble, en cette rentrée sociale, avoir fait long feu. Deux explications à cela : l'échec des manifestations contre la réforme des retraites de 2010 et les nouvelles règles qui régissent la représentativité syndicale.**

L'échec des manifestations de 2010 contre la réforme des retraites, qui a fini par être adoptée malgré une forte opposition des Français, a laissé des traces dans chaque organisation syndicale et dans les relations intersyndicales. Si toutes s'interrogent sur l'efficacité des modalités d'action retenues en 2010, deux types de réponses se dessinent.

L'une apportée par la CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa et Solidaires qui s'entêtent à appeler à une nouvelle journée d'action le 11 octobre prochain. L'attitude de Bernard Thibault est à cet égard révélatrice. Le responsable cégétiste refuse de voir dans l'adoption de la réforme des retraites l'échec du mouvement syndical à faire reculer le gouvernement. Il préfère se féliciter : « *la France est le pays d'Europe qui a connu les plus grandes manifestations depuis le déclenchement de la crise financière* », a-t-il déclaré en substance le

7 septembre dernier lors d'une conférence de presse. Pour lui, la contestation de la réforme a permis d'ouvrir le débat sur le report de l'âge légal de départ à la retraite. Il avance également que ces mobilisations n'étaient pas une fin en soi, mais une étape dans la contestation de la politique gouvernementale. Certes, mais en attendant, les reculs sociaux sont bien réels.

La CFDT, qui n'a jamais caché être pour la suppression de la retraite à 60 ans, se satisfait des appels aux manifestations qui n'aboutissent pas. Quant à la FSU, qui devrait bientôt rejoindre la CGT, à l'Unsa, qui colle à la CFDT, et à Solidaires, encore trop petite pour avoir une quelconque influence, elles suivent le mouvement. Mais cette unité reste factice et fragile : combien de temps pourra-t-elle durer entre une CGT qui, depuis le départ de Raymond Soubie de l'Élysée a perdu un allié de taille, et refuse en bloc la politique d'austérité et une CFDT, courtisée par Xavier

Bertrand, et complice du Medef dans les négociations interprofessionnelles ? Adepte depuis toujours du double langage, elle fustige en public les mesures gouvernementales, mais reconnaît, en privé, la nécessité de lutter contre le déficit budgétaire de l'État qui nuit à la compétitivité des entreprises françaises.

La CGT-FO (qui avait proposé en vain le lancement d'un mot d'ordre de grève générale), la CFTC et la CFE-CGC (qui n'ont pas une culture de la manifestation) tirent une tout autre leçon de l'inefficacité des modalités d'action adoptées en 2010.

La première perçoit dans la volonté de la CGT et de la CFDT d'organiser une journée d'action à la veille d'élections professionnelles dans la fonction publique des arrières-pensées électoralistes. Elles ont décidé de mettre un terme à leur participation à l'intersyndicale, de faire cavalier seul et de concentrer leur énergie aux élections professionnelles qui fondent désor-

mais la représentativité syndicale. Leur opposition à la politique de rigueur n'est pas nette. En témoignent les déclarations de Jean-Claude Mailly au lendemain de la présentation du plan Fillon : « *ça aurait pu être pire...* » La CFTC, elle, hésite entre une opposition franche aux mesures Fillon et son souci de ne pas interférer dans le jeu politique à quelques mois de l'élection présidentielle. Quant à la CFE-CGC, elle est inaudible tirillée par des désaccords internes profonds entre partisans de l'austérité et opposants.

Le syndicalisme français ressemble à un véritable champ de ruines. Il n'y a pas grand-chose à en attendre. Dommage ! Il risque de louper le coche, alors que dans les entreprises, on sent monter une insatisfaction de plus en plus grande face à la dégradation des conditions de travail, la stagnation des salaires et le chômage, et que des conflits éclatent, déclenchés par la base, qui, lasse d'attendre un relais des syndicats qui ne vient pas, pourrait bien un jour se passer d'eux.

**Nicolas PALUMBO**

### ERRATUM

Un de nos fidèles abonnés, M. Philippe Courrège, nous signale trois regrettables coquilles qui polluent l'article « *Quelle énergie pour demain ?* », paru dans le numéro 995 de *Royaliste*. Aussi bien dans la légende de la photo que dans le texte de l'article il faut lire 1000 MW en ce qui concerne la puissance des centrales thermiques (et non 100 ou 10...). Rectification qui rend compréhensible l'affirmation qu'il faudrait « *plusieurs milliers d'hectares de champs d'éoliennes* » pour remplacer une centrale thermique.

**royaliste**  
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Combien de divisions ?  
- p.3 : Le bal des Tartuffes - Affaires -  
p.4 : Soyez donc proactifs - Déficit démocratique - p.5 : Prédications - p.6/7 : La fatigue de la modernité - p.8 : Des Français en Afghanistan - p.9 : De quoi DSK est-il le nom ? - p.10 : Histoire d'un échec - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Du mensonge à l'aveu.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Le bal des Tartuffes

# Affaires

**Ce serait à se tordre si le sujet n'était si grave. Prétendument poussés par les marchés et les agences de notation, on nous endoctrine avec la dette et on concocte un plan de financement bâclé, frileux, désordonné et prétentieux.**

**P**révisions préliminaires. La taxation au taux normal de TVA des parcs à thèmes ne concernait pas le principal d'entre eux, *Parc Disneyland* (anciennement *Euro Disneyland*), qui bénéficiait déjà d'un régime dérogatoire au droit commun. Le simple fait d'avoir proposé cette mesure montre l'amateurisme de nos dirigeants.

La taxation des plus-values sur la vente des résidences secondaires, mesure juste, est repoussée au 1<sup>er</sup> février prochain. Pourquoi ? Parce qu'il ne faudrait pas pénaliser les gens modestes. Ben voyons ! Chacun sait que les gens modestes croulent sous les éléments de patrimoine. La taxation en question, comme son nom l'indique, ne porte que sur des gains, elle est donc légitime et, outre un bon rapport quantitatif, elle permet d'enrayer la spéculation. Je vous conseille la lecture, une fois l'an suffira, de l'opuscule *Propriétés du Figaro* ; certaines annonces vous permettront de voir le bien-fondé de taxer des ventes qui se renouvellent souvent d'année en année.

La dette est toujours là, elle se creuse inexorablement et notez bien que pour trouver de l'argent, on a détricoté savamment les mesures phares de 2007. La possibilité pour une société française de consolider ses bilans ailleurs qu'en France disparaît. Ce dispositif dit *Copé* permettait aux principales sociétés du CAC d'échapper en partie - et le plus souvent en tout - à

l'impôt sur les sociétés. Nous avions à l'époque dénoncé ce scandale. Le bouclier fiscal est mort et le système des heures supplémentaires ne va pas bien non plus.

**Soyons clairs.** Sarkozy, s'il était honnête, ne serait-ce qu'intellectuellement, viendrait à la télé pour nous dire qu'il s'est trompé. Que ses idées, et partant sa politique, étaient mauvaises, inadaptées, scandaleuses. Est arrivé ce qui devait arriver. Les déficits de la France se sont creusés parce que cela fait des années que l'on mène une politique fiscale et de prélèvements sociaux qui est inadaptée et suicidaire.

Pardonnez-moi de vous répéter la même chose depuis 2002. Dix années d'erreurs politiques, d'incohérences économiques et permettez-moi de complet *foutage de gueule*. Année après année se sont mises en place des pratiques qui devaient inévitablement nous mener où nous sommes. La crise n'y est au fond que pour peu de chose en dépit de ce que nous ressassent des journalistes peu pugnaces à longueur de plateaux. Pas l'ombre d'une autocritique et évidemment pas la plus petite excuse à l'horizon.

Un simple vote de l'Assemblée nationale a suffi pour défaire ce qui, paraît-il, devait sauver la France, ce qui constituait une avancée, un courage politique, et bla-bla, re-bla et re-bla ! Sarkozy et Fillon n'ont fait que poursuivre et peaufiner la politique du deuxième quinquennat Chirac. Avec plus de cynisme, plus de

vanité. Tout cela avec la bénédiction de la plupart des nantis et l'onction des journalistes bien-pensants.

On disait en 1981, et c'étaient les mots de Monsieur Dreyfus - pas précisément n'importe qui - que certains devraient **rendre gorge**. Cela est plus que jamais à l'ordre du jour. Pas de confiscation, pas de spoliation, de la simple justice fiscale.

Certains amis du Président, ceux du premier cercle, ne sont jamais en retard d'une sottise et se sont portés à son secours, demandant à être taxés plus mais, prenons garde, sous conditions. Les lire fait un tantinet frémir. Valérie Pécresse placée à la tête du budget y est allé de sa mesurette. 200 millions de taxation supplémentaire des plus riches contre 1,8 milliards d'allègement d'ISF il y a quelques mois. Allez donc y comprendre quelque chose.

Ne nous payons pas de grands mots mais, en ce moment, la colère gagne. Nos dirigeants ont pris sciemment des risques et les avertissements ne manquaient pourtant guère. On peut gloser à l'infini sur les mensonges et les manipulations des anciens dirigeants de droite de la Grèce. Les nôtres sont-ils meilleurs ?

Finissons-en avec la règle d'or. Le rachat de virginité de Sarko. Pas cher. De la basse politique. Pas plus. Ridicule.

**Conclusion.** Comme nous le craignons il y a quelque mois, l'idée fait son chemin que notre modèle n'est plus viable, qu'il va falloir tailler dans les dépenses sociales, au nom de la compétitivité. Les Français feraient mieux de réfléchir, c'est comme cela qu'on finit avec un bol de riz par jour.

Charles GUÉMÉNE

**I**l est bon de s'indigner du slogan *Tous pourris*. Encore faut-il ne pas donner d'arguments aux démagogues par une conduite irréprochable.

Tel n'est pas le cas. La direction du Parti socialiste, et tout particulièrement Martine Aubry, a couvert Jean-Noël Guérini, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, malgré le rapport accablant publié par Arnaud Montebourg en 2010. À l'époque la direction socialiste avait suivi la commission d'enquête, qui recommandait « un contrat de rénovation librement accepté par la fédération des Bouches-du-Rhône » ! Le 8 septembre, Jean-Noël Guérini a été mis en examen pour *association de malfaiteurs en vue de réaliser un trafic d'influence* et le Parti socialiste, pitoyable, déclare maintenant que ce partisan de Martine Aubry doit démissionner de ses fonctions...

François Hollande est lui aussi dans l'embarras : un mandataire de sa campagne, le sénateur Robert Navarro, est impliqué dans une affaire de factures douteuses, concernant notamment des commandes de pizzas. L'affaire est minable mais elle s'ajoute à d'autres : afin de banaliser ses ennuis judiciaires, Jean-Noël Guérini a rappelé que 56 élus socialistes étaient actuellement en examen !

Faute de savoir nettoyer à temps ses propres écuries, le Parti socialiste ne peut demander des comptes aux chefs de la majorité sur les opérations financières révélées par le site *Mediapart* et tout récemment par Pierre Péan.

Takieddine, Djouhri : nous en reparlerons...

Jacques BLANGY

# Soyez donc proactifs !

**Proactif. C'est le mot à la mode, celui qu'il faut absolument prononcer dans une discussion professionnelle pour montrer qu'on est vraiment au taape-niveau.**

Sur Wikipedia, on apprend que ce néologisme évoque une « *personne prenant en main la responsabilité de sa vie* ». Ouah ! On nous invite également à découvrir l'ébouriffant Alain Paul Martin, auteur de *La gestion proactive* et inventeur d'un *cadriciel de gestion* qui nous place devant quatre **options** possibles : *attentiste, conformiste, active* et enfin l'option *proactive* qui consiste, tenez-vous bien, à « *convertir une menace en opportunité favorable, prévenir un risque (un conflit ou une crise), créer des occasions sans égal ou maximiser les bénéfices et l'avantage compétitif, quelle que soit la situation* ».

À l'université d'été de La Rochelle, Martine Aubry a donné un bel exemple de proactivité en assurant personnellement la promotion de maillots bleus sur lesquels il était subtilement inscrit : *Yes, we care*, fine allusion au *Yes, we can* de Barack Obama qui a donné rapidement l'exemple du non-vouloir en se laissant circonvenir par les hommes de Wall Street.

Quant au **care** de Martine Aubry, c'est une niaiserie (appel à *prendre soin* d'autrui comme si nous étions un peuple d'égoïstes) qui cache l'habituelle entourloupe ultra-libérale : l'État-ne-peut-pas-tout-faire donc débrouillez-vous entre voisins pendant que nous, les experts, on s'occupe de sauver l'euro en donnant aux Grecs et aux Irlandais, demain aux Espagnols et aux

Italiens, de l'argent qui ne les sauvera pas et qu'ils ne nous rendront pas.

La proactivité gouvernementale n'est pas moins remarquable : on se décarcasse pour faire adopter un plan d'économies de 12 milliards, mais dans le même temps on s'endette de 15 milliards supplémentaires pour venir en aide à la Grèce, alors que nul n'ignore qu'elle va faire défaut dans les prochains mois. C'est dans le paradoxe insoutenable que le gouvernement fait valoir un *avantage compétitif* à nul autre pareil.

Il y a aussi la proactivité des très riches personnages qui ont lancé dans *Le Nouvel Observateur* un appel à se faire taxer - de manière exceptionnelle. Ces messieurs ont manifestement peur de la colère populaire et jugent prudent de donner des gages de leur dévouement. Marcel Gauchet a raison de dire dans *Marianne* (27 août) qu'« *il s'agit d'une mystification insupportable, d'une grossièreté stupéfiante* » destinée à écarter toute réforme fiscale.

Mais savez-vous quel est le comble de la proactivité ? Pour les socialistes : donner des leçons de morale après avoir couvert les turpitudes de Guérini et de nombreux autres élus. À droite, se faire les champions du travail alors que Nicolas Sarkozy est plus que jamais le président des riches bénéficiaires de la rente du capital.

Angélique LACANE

# Déficit démocratique

**À la veille d'élections générales anticipées, les deux grands partis politiques du pays s'entendent pour réformer en quinze jours la Constitution du pays et y introduire la fameuse règle d'or.**

Nombreux sont les Espagnols qui s'en inquiètent déjà. Leur loi fondamentale peut être modifiée, après une simple réunion entre principaux responsables politiques du pays. « *À quand l'abolition de la monarchie, du Sénat ou de l'armée ?* », pouvait-on lire dans un courrier des lecteurs d'*El País* du 25 août dernier, sous la plume d'un citoyen mécontent. Ce texte sera probablement le seul moyen d'expression permis à son auteur, puisque la voie référendaire est rejetée pour l'adoption de la *règle d'or* - l'interdiction des déficits publics - dans la Constitution espagnole.

Certes, le pays n'est pas encore au bord du gouffre et la voie référendaire est bien la seule possible pour toute réforme de la monarchie. Mais la panique qui semble saisir les responsables politiques est communicative. Car, hors de la sphère politique, nombreux sont ceux qui insistent pour signaler que c'est bien à une réforme majeure que l'on assiste. Même si le PS, à gauche, et le Parti Populaire, à droite, ont les moyens de rassembler une majorité des trois cinquièmes des députés puis des sénateurs, pour faire passer la réforme, un débat aux conséquences politiques incalculables est en train de naître.

« *Toutes les administrations publiques adaptent leur conduite au principe de la stabilité budgétaire* », doit stipuler le nouvel article de la Constitution relatif aux administrations publiques. Une loi organique

fixerait, pour 2020, le plafond du déficit global des administrations à 0,4 % du PIB. C'est donc une tragi-comédie à la Don Quichotte qui saisit le pays.

Les récalcitrants, dont quelques barons du PS espagnol, en retraite ou qui pensent à leur avenir, accusent M. Zapatero de faire le sale boulot de la droite ou de procéder au *sacrifice rituel* (Josep Borrel) exigé par les marchés. « *L'Espagne, premier pays à céder au diktat de l'Allemagne* » a même titré *La Vanguardia* de Barcelone (du 28/08). Car après la politique fiscale, c'est à toute politique monétaire qu'il faudrait renoncer.

Comment, dans ces conditions, continuer à protéger, par des dépenses, les larges secteurs de la société qui en ont de plus en plus besoin. Le Premier ministre explique publiquement que c'est la mesure **la moins dure** qu'il pouvait prendre, montrant ainsi qu'à gauche, comme à droite, il s'agit surtout de gagner du temps, après la baisse de 15 % de la principale Bourse espagnole, cet été. Les *Indignados* et les syndicats, pour une fois mobilisés, apprécieront.

Sur Internet, le professeur de sciences politiques Vicenç Navarro a réuni plus de 100 000 signatures pour qu'un référendum soit organisé. Légalement, après le vote de la réforme par les assemblées le 2 septembre dernier, il suffirait qu'un dixième des sénateurs ou des députés le demandent pour l'obtenir dans les trente jours.

David NOVARRO

# Prédictions

**Le 11 septembre 2001, Mohamed Atta n'a pas plus commencé la Troisième Guerre mondiale que Gavrilo Princip la Première en 1914. Le monde a changé ce jour-là mais pas dans le sens alors escompté.**

L'historien britannique Niall Ferguson (dont on a déjà dit ici du mal, non comme historien mais comme pamphlétaire (1)) avait prédit il y a dix ans ce que l'on dirait dix ans plus tard. Et nous y sommes. Selon lui, les attentats du 11 septembre 2001 n'avaient rien créé mais simplement révélé ou accéléré quatre tendances profondes qui préexistaient : la mondialisation du terrorisme, l'imminence d'une nouvelle crise énergétique, la formalisation de l'imperium américain et la fragmentation multiculturelle. On ne voit rien de semblable. Nul doute que le *New York Times* publiera ces jours-ci une explication circonstancielle par le même auteur qui prouvera que nous n'avions rien compris.

Ben Laden est mort et Al-Qaïda ne lui survivra pas. La crise de l'endettement sera contenue, notamment par le retrait impérial des États-Unis redevenus une république. Enfin on entend formuler partout l'acte de décès du multiculturalisme.

Tout ceci est bel et bien si l'on pense qu'en effet c'étaient là les conséquences révélées par la catastrophe de New York. Or les attentats du 11 septembre 2001 furent plus décisifs pour ce qu'ils dissimulaient que pour ce qu'ils semblaient révéler. L'Islam ne se réduit pas au terrorisme ou au pétrole. Le plus grand succès de librairie aux États-Unis dans les jours et les se-

maines qui ont suivi les attentats fut le Coran. Les Américains ont tout à coup découvert quelque chose qui leur était inconnu : la religion musulmane.

Traditionnellement, il y a peu de Musulmans américains hors les Noirs, donc invisibles à la grande majorité. Les Arabes américains sont aux trois-quarts chrétiens. Aujourd'hui encore une forte minorité d'Américains sont persuadés d'avoir élu en Barack Hussein Obama un président musulman - en tout cas celui-ci reconnaît des musulmans dans son ascendance paternelle (au Kenya), et a étendu à l'Islam, il y a deux ans au Caire, la communauté des *fois monothéistes* (l'un de ses prédécesseurs, le président Roosevelt, au début de la Seconde Guerre mondiale, en appelait à la collaboration des *trois fois*, mais il s'agissait du protestantisme, du catholicisme et du judaïsme).

Ce qu'Al-Qaïda a révélé et caché en même temps, c'est le poids de l'Islam dans la mondialisation. Il l'a caché car il a donné une image extrême, et infime à la fois, du milliard de musulmans dans le monde. Certes, à deux ou trois exceptions près, la cinquantaine d'États membres de l'*Organisation de la Conférence Islamique* ne sont pas considérés comme démocratiques. Mais avec la chute en cascade des régimes autoritaires, la tendance devrait rapidement s'inverser (sans compter que de nombreux musulmans vivent

dans des États démocratiques non musulmans, comme plus de cent cinquante millions de musulmans indiens, sans compter l'Europe).

L'Islam, débarrassé de ses éléments les plus violents, est donc appelé à acquérir, par la voie démocratique, une nouvelle influence politique. Ce ne seront plus des monarques absolus ou d'anciens officiers qui vont désormais parler en son nom mais, en principe, l'homme de la rue, **la rue arabe** dont le président Sarkozy a promis que la France serait toujours à ses côtés. Or ce que l'on va entendre librement ce seront des choses très différentes de ce que l'on a l'habitude de prendre pour la rhétorique musulmane. Qu'on ne s'y trompe pas : ce ne sera pas nécessairement quelque chose de modéré ou de libéral, ce sera en tout cas un discours plus compétent, mieux informé et surtout représentatif et donc légitime. Pas des cassettes d'une idéologie incohérente, un petit livre vert et autres fadaïses, mais peut-être, comme nous le laissons entendre Tariq Ramadan, une *éthique musulmane appliquée*, en tout cas une pluralité d'opinions sur le sujet, des débats ouverts comme il en existe sur la chaîne Al Jazeera, même si l'Islam laïque ne sera qu'une déclinaison parmi d'autres.

Si l'Islam démocratique prend ainsi place à part entière dans le concert international, ce sera une vague de fond aux conséquences encore imprévisibles. On se donne rendez-vous dans dix ans.

Yves LA MARCK

(1) *Royaliste* 995 page 7 : *L'Empire ne renonce pas.*

## BRÈVES

♦ **MONTÉNÉGRO** - Sous l'impulsion du Premier ministre Igor Luksic, le Parlement a voté en juillet une loi qui donne un statut officiel à la famille royale. Un certain nombre de biens vont lui être restitués. Une Fondation Petrovic-Njegos, qui bénéficiera d'une dotation publique, a été créée, elle soutiendra des projets dans les domaines de la culture et de la protection de l'environnement. L'actuel héritier du trône, arrière-petit-fils du roi Nicolas I<sup>er</sup>, le prince Nicolas pourra représenter l'État dans certaines circonstances.

♦ **LIBYE** - Le prince héritier du trône de Libye, petit-neveu du roi Idriss I<sup>er</sup>, Mohammed al-Senoussi, âgé de 49 ans, a déclaré dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* que « de voir le drapeau de la liberté flotter sur Tripoli me rend heureux et fier de mon peuple ». Il a également indiqué qu'il avait eu un certain nombre de discussions avec des personnalités françaises et britanniques quant à l'avenir de son pays. « Non ! La Libye ne risque pas d'être un pays indirigeable. Non ! La Libye n'est pas l'Afghanistan ou l'Irak ou le Yémen. Le système des clans est différent. Les clans ne veulent pas le pouvoir, ils veulent une vie raisonnable. Les Libyens ne sont pas des musulmans fanatiques » a-t-il ajouté.

♦ **BHOUTAN** - C'est le 13 octobre que le roi Jigme Khesar Namgyel Wangchuck, âgé de 31 ans, surnommé K5 car il est le cinquième monarque de la dynastie Wangchuck, se mariera avec Jetsun Pema, âgée de 21 ans, fille d'un pilote d'avion. Le mariage sera célébré à Punakha, l'ancienne capitale, avant que le couple ne se rende à Thimphu où il sera fêté dans la liesse populaire au stade Changlingmithang.

♦ **ROUMANIE** - En juin dernier, le président Traian Basescu avait accusé le roi Michel d'avoir été « le laquais des Russes » et d'avoir trahi l'intérêt national en abdiquant, le 30 décembre 1947. Ces propos avaient fait scandale et, en réparation, les dirigeants du Parti national libéral (PNL) ont proposé qu'à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire, en octobre prochain, le roi Michel I<sup>er</sup> soit invité à venir s'exprimer devant le Parlement roumain.

♦ **MAROC** - Fille du roi Mohammed V et sœur du roi Hassan II, la princesse Lalla Aïcha, âgée de 81 ans, est décédée cet été. Après avoir été ambassadrice de son pays à Londres, elle ne se consacrait plus, depuis des années, qu'à des œuvres humanitaires. Elle restait cependant le symbole de l'émancipation de la femme marocaine depuis qu'en 1947, à Tanger, le lendemain du jour où son père avait prononcé son fameux discours sur l'indépendance, elle était montée à la tribune. A peine âgée de 17 ans, une princesse et une femme, vêtue à l'occidentale, chevelure découverte, osait apparaître en public sans voile ni foulard et, de surcroît, pour demander la scolarisation des femmes...

# La fatigue de la modernité

**J**ournaliste et essayiste politique, **Éric Dupin** a voulu rencontrer ceux qu'on appelle « les gens » - autrement dit des Français de diverses régions et conditions. De ses « *Voyages en France* », il est revenu avec une conclusion que tous les candidats à la présidentielle devraient méditer : beaucoup de nos concitoyens rejettent une mondialisation dont ils analysent lucidement la violence multiforme. Voici comment s'exprime cette fatigue de la modernité.

■ **Royaliste : Journaliste politique, vous avez effectué un travail de terrain. Pourquoi ?**

**Éric Dupin** : Il est vrai que je n'étais pas préparé à ce genre de travail ! J'ai pourtant décidé d'y consacrer deux années pour plusieurs raisons. Mon premier motif de voyage était négatif : j'étais fatigué d'observer les jeux politiques. Mais je voulais aussi mieux connaître la réalité sociale. Les médias nous parlent toujours des mêmes problèmes - chômage, immigration, insécurité - et de la même manière. Ces problèmes, qui existent, que j'ai rencontrés, sont présentés de manière manichéenne : par exemple, sur l'immigration, les médias construisent une opposition entre les *sécuritaires* et les *laxistes* alors qu'on entend d'ordinaire des réflexions beaucoup plus complexes et nuancées.

■ **Royaliste : Comment avez-vous procédé ?**

**Éric Dupin** : Pour ces voyages, je voulais à la fois qu'ils soient spontanés et re-

présentatifs de la France d'aujourd'hui. J'ai donc organisé mes déplacements mais j'ai aussi laissé faire le hasard des rencontres. J'ai vu des élus, grands et petits, d'opinions diverses, mais je me suis également adressé à des amis d'amis. Dans certains endroits - le Cotentin - je me suis déplacé à vélo, ce qui permet de rencontrer des gens qu'on ne rencontrerait pas autrement. J'ai aussi circulé à pied - par exemple à Lille-Roubaix-Tourcoing.

Chemin faisant, j'ai décrit une certaine France : on n'y trouve pas Paris mais j'ai visité l'Île-de-France. J'ai écouté les gens que je rencontrais et j'ai retranscrit beaucoup de témoignages de façon précise car je voulais retenir les mots utilisés par mes interlocuteurs. Une fois tombé le mur de méfiance, les entretiens duraient une heure, parfois deux. J'avais l'impression que ça partait dans tous les sens ! Mais il y a un fil conducteur qui est arrivé après coup car je n'avais pas d'idée préconçue avant d'entreprendre ces voyages.

■ **Royaliste : Quel est ce fil conducteur ?**

**Éric Dupin** : C'est la fatigue de la modernité - bien entendu il ne s'agit pas de la modernité des Lumières. Les Français sont fatigués de la mondialisation, de l'accélération du temps, du côté mouvant des choses qui fait que les règles du jeu ne sont plus stables. D'où une réaction de défiance par rapport à cette modernité, qui n'implique pas une volonté de retour au passé. Mais il y a une réelle souffrance sociale dans notre pays qui est en train de s'américaniser.

■ **Royaliste : Quels sont les signes de cette américanisation ?**

**Éric Dupin** : Quand on passe en moins de deux ans du Béarn aux Flandres, de la Lorraine à la Bretagne, on se demande parfois à quoi bon voyager. Les villes se ressemblent, les entrées de ville aussi. Les villes moyennes sont toutes sur le même modèle avec un *cœur de ville* où l'on trouve un petit centre piétonnier, des magasins de

fringues et de téléphonie mobile. Le vrai centre, c'est le centre commercial qui se trouve... en périphérie, avec un hypermarché entouré de magasins *low cost* et de zones pavillonnaires qui ne cessent de s'étendre. Il y a de plus en plus de rurbains, vivant dans des villages sans agriculteurs reliés à la ville par une voie express ; le paradoxe, c'est que la voie express ne rapproche pas, elle permet d'habiter plus loin de son lieu de travail !

■ **Royaliste : Vous avez aussi rencontré des néo-ruraux...**

**Éric Dupin** : Oui. Il ne faut pas confondre les rurbains avec les néo-ruraux qui ont quitté les métropoles pour s'installer dans les campagnes ou dans les petites villes - très souvent à la suite d'un accident de la vie. Il y a un mouvement encore minoritaire de gens qui quittent ces métropoles et qui abandonnent parfois leur métier - je pense à un couple d'enseignants de la région parisienne qui est heureux de s'être installé en Puy-de-France pour fabriquer des sirops. J'ai vu, par exemple en Creuse, des marginaux ou plutôt des originaux qui ont créé une scierie autogérée qui fonctionne sans subventions et qui créent des emplois ; leur président n'est pas élu mais tiré au sort. Dans la France qui souffre, il y a des Français qui arrivent à s'en sortir.

■ **Royaliste : Comment se manifeste la souffrance sociale ?**

**Éric Dupin** : Il y a les souffrances sociales ordinaires que les responsables politiques ont peine à percevoir. Le manque de temps est une souffrance récurrente. Les temps de transports sont déments - et pas seulement en Île-de-France - mais il y a aussi le manque de temps dans le travail. On parle de la France des 35 heures sans voir qu'il y a une intensification du travail qui fatigue tous ceux, nombreux, qui veulent bien faire leur tâche. Il y a aussi la perte des métiers. D'où le stress, d'où l'alcoolisme : statistiquement, les Français boivent moins mais on boit pour se saouler, on utilise l'alcool comme un anxiolytique. Notre société ne prend pas garde à la santé mentale de la population.

**Beaucoup m'ont dit** : on vit mieux qu'avant mais on est moins heureux. Bien sûr, ce sont des gens âgés qui disent cela et les sociologues vous expliquent qu'il ne faut pas tenir compte du regret de la jeunesse. Il y a pourtant une déperdition de la qualité des relations humaines, de la sociabilité. On le voit à la disparition des cafés dans les villages et dans les petites villes les gens ne vont plus au café : ce fut pour moi une surprise car je pensais y faire des rencontres très intéressantes. Mais non ! Maintenant, on va au café pour acheter des jeux de hasard et pour boire, pas pour bavarder avec les amis et les gens de passage.

**Autre paradoxe** : j'ai rencontré en Savoie un ouvrier-payan qui se lève à 2 heures du matin pour s'occuper de ses bêtes, part à l'usine, puis revient s'occuper de ses bêtes. Il vient d'entrer en préretraite à 56 ans, il n'a pas d'économies : mais il était plutôt heureux comme beaucoup d'autres qui ont des vies très difficiles mais qui ne se plaignent pas alors que tant de petits bourgeois confortablement installés se lamentent à longueur de journée sur tout et rien.

■ **Royaliste : Vous avez observé un net rejet de la mondialisation...**

**Éric Dupin** : En effet. J'ai beaucoup entendu parler des Chinois : quand ils ne sont pas déjà là, on vous dit qu'ils finiront bien par venir. Je n'ai pas rencontré un seul chef d'entreprise qui défende la mondialisation : elle leur paraît injuste, déraisonnable. Cela dit, je n'ai pas enquêté dans les grandes métropoles, donc je n'ai pas rencontré beaucoup de cadres supérieurs. Les gagnants de la mondialisation sont sous-représentés dans mon livre.

L'Europe est étroitement associée à la mondialisation : on voit bien que l'Europe ne peut pas nous en protéger. Les gens se plaignent beaucoup des normes européennes - je pense à une révolte dans le Jura contre la normalisation des bouteilles de Vin jaune. Mais, là encore, je n'ai pas rencontré les chefs de très grandes entreprises qui ont un autre point de vue.

Cette critique de la mondialisation est aussi celle de la spécialisation des territoires : il y a en France des traditions de savoir-faire ouvrier et quand il n'y a plus de travail dans l'industrie on ne peut pas transformer les ouvriers en serveurs de restaurant. Tout le monde croit qu'il va faire de son coin un lieu de tourisme et exploiter l'or vert grâce à sa petite église romane : mais des églises romanes, il y en a beaucoup en France et ce n'est pas comme cela qu'on peut retenir les touristes ! De plus, quand il y a des régions qui deviennent touristiques, les prix qui augmentent poussent les gens du pays au départ ; puis les résidences secondaires deviennent les résidences principales de retraités qui souvent prennent le contrôle de la municipalité et qui ne veulent surtout pas d'implantations industrielles car ils tiennent à leur tranquillité.

■ **Royaliste : On parle beaucoup de l'immigration et de la xénophobie dans les médias ; qu'avez-vous observé ?**

**Éric Dupin** : Quand on fait Lille-Roubaix-Tourcoing à



■ **Les cafés, lieux de convivialité traditionnelle, disparaissent de plus en plus.**

pied, on traverse bien des quartiers populaires et j'ai constaté que ces quartiers sont de moins en moins mixtes : il y a des quartiers *blancs* et des quartiers *maghrébins* qui sont composés de Français depuis deux ou trois générations. Bien entendu, j'ai laissé traîner mes oreilles. J'ai rarement entendu des propos racistes, au sens où on construit une vision du monde sur les races.

Le problème en France n'est pas le racisme vécu comme un affrontement entre communautés mais c'est celui du séparatisme qui ne se fait pas selon des critères ethniques mais sur des critères sociaux.

J'évoque Nangis, municipalité communiste de Seine-et-Marne qui est tombée à droite parce que le maire voulait y construire des logements sociaux : la majorité des électeurs a voté contre lui par peur de voir la *banlieue* - autrement dit les immigrés - débarquer. Mais les familles noires qui s'installent à Nangis sont des Antillais qui fuient leur banlieue parce que les jeunes y sèment le désordre. Et puis, il y a les conflits entre immigrés - entre ceux qui sont installés de longue date et les sans papiers par exemple. Là encore, cette séparation entre les groupes est un élément de l'américanisation de notre société.

■ **Royaliste : Et la politique, dans tout ça ?**

**Éric Dupin** : Parmi tous mes interlocuteurs, très peu m'ont

parlé politique. Mais quand ils m'en parlaient, c'était pour dire leur hostilité à Nicolas Sarkozy et leur manque total de confiance dans l'alternance. Les Français continuent à s'intéresser à la politique mais avec distance.

Ce sentiment de défiance est très compréhensible. Les dirigeants politiques ont un jugement très convenu et très global sur la société française. Ils n'évoquent pas les problèmes dont nos concitoyens m'ont parlé. C'est tout à fait net à gauche alors que le Parti socialiste a beaucoup d'élus qui sont bien placés pour observer la société française. Ils semblent insensibles aux phénomènes de spécialisation des territoires et de ségrégation sociale que je décris et qui ont été mis en évidence par Christophe Guilluy dans *Fractures françaises...*

En fait, les hommes politiques s'interdisent de se poser un certain nombre de questions car sinon il faudrait qu'ils s'attaquent aux logiques économiques dominantes.

**Propos recueillis aux Mercredis de la NAR**

📖 Éric Dupin - « *Voyages en France* », Seuil, prix franco : 22,50 € [Achat immédiat](#) |  
📖 Christophe Guilluy - « *Fractures françaises* », prix franco : 20,50 € [Achat immédiat](#) |

📷 On peut regarder les photos d'Éric Dupin, les réactions de ses lecteurs et les commentaires de presse sur le site : <http://voyagesenfrance.info/>

# Des Français en Afghanistan

**Engagés dans la résistance à l'armée soviétique puis mêlés aux conflits qui continuent de déchirer l'Afghanistan, des Français passionnés par le royaume de l'insolence ont su y faire aimer la France...**

Voici un magnifique livre d'histoire, aussi riche d'explications que de révélations. Jean-Christophe Notin a recueilli les témoignages de celles et ceux qui ont vécu un ou plusieurs actes de la tragédie afghane : militants humanitaires, officiers des services de renseignement et d'action, diplomates, responsables politiques... tout en consultant une impressionnante bibliographie et maintes archives.

Il en résulte un texte de huit cent trente pages (1) qu'il faut lire ligne à ligne pour comprendre les guerres qui se déroulent en Afghanistan depuis l'invasion soviétique de décembre 1979 et prendre la mesure du rôle joué par des Français peu nombreux mais passionnés et par les gouvernements qui se sont succédé depuis trente ans.

On retrouve dans le livre la prétentieuse naïveté de Valéry Giscard d'Estaing lors de la fâcheuse rencontre de Varsovie avec les Soviétiques ; on suit la ligne sinueuse de la diplomatie mitterrandienne, qui veut maintenir le dialogue avec l'Union soviétique tout en apportant une aide discrète aux moudjahidines et à leurs amis français ; on replonge dans les infinies complexités de l'Afghanistan où la résistance traditionnelle aux armées étrangères s'accompagne de sanglantes rivalités ethniques, politiques et religieuses. Surtout, on décou-

vre l'immense courage de ceux qui ont participé à la guerre de l'ombre ou qui sont allés, le plus souvent par conviction, parfois par goût de l'aventure, porter secours aux combattants qui n'acceptaient pas l'emprise soviétique ni, plus tard, la conquête des Talibans. Ces passionnés discrets - parmi lesquels Juliette Fournot, Laurence Laumonier, Olivier Roy, Gérard Chaliand - sont les héros du livre aux côtés des officiers français anonymes qui ont aidé Amin Wardak, Ahmad Shah Massoud et d'autres commandants de la résistance.

De ces trois décennies sanglantes, au cours desquelles les chefs afghans n'hésitent jamais à se trahir les uns les autres et rivalisent de cruautés inouïes, il y a lieu de retenir ici ce qui modifie ou dérange les clichés les plus répandus.

Ainsi, les jeunes gens engagés dans les premières organisations humanitaires qui opèrent en territoire afghan ne sont pas de belles âmes apolitiques mais au contraire des militants impliqués dans la lutte contre l'impérialisme soviétique. Ils n'ont pas pris les armes, mais ils aident concrètement les moudjahidines au péril de leur vie. Pendant vingt ans, l'humble action des *French doctors* vaudra à la France un immense prestige car c'étaient les seuls étrangers qui affrontaient la

prison et la mort de manière totalement désintéressée.

Jean-Christophe Notin souligne également l'intelligence et le courage des officiers français de renseignement, souvent méprisés en France alors que les Anglais et les Allemands tiennent leurs agents pour des seigneurs. En Afghanistan, l'action de la DGSE n'a pas toujours été cohérente, mais au temps de la guerre contre les Soviétiques les missions d'appui aux moudjahidines ont été efficacement menées et contribueront à renforcer l'amitié des combattants pour notre pays.

Au contraire, les Américains ont accumulé les erreurs et les fautes. Par exemple, le bombardement des bases d'Al-Qaïda en 1998, décidé par Bill Clinton pour faire oublier l'affaire Monica Lewinsky, a empêché le mollah Omar de livrer Ben Laden aux Saoudiens car les Talibans ne voulaient pas paraître soumis aux pressions américaines. La faute fut payée un certain 11 septembre...

Le portrait d'Ahmad Shah Massoud est quant à lui remarquablement précis et nuancé. Tous ceux qui ont rencontré le célèbre commandant pandjhiri ont été saisis par son charisme et admiraient ses qualités de chef de guerre. Mais ce fondamentaliste croyait que l'islam assurerait le salut de son pays après la défaite de l'Armée sovié-

que : sans projet politique, il s'opposa longtemps au retour du roi Zaher Shah. Dans la guerre civile qui s'est conclue par la victoire des Talibans, la responsabilité du Lion du Panjshir est certaine.

Mais le roi ? Dans son exil italien, le francophone et francophile Zaher Shah était soucieux de servir son pays - il le fit à Kaboul dans ses dernières années - mais il ne croyait plus guère à la nécessité de la monarchie. Pourtant, le roi d'Afghanistan a été presque constamment soutenu par le Quai d'Orsay - par exemple par Jean-Yves Berthault qui était convaincu que « *vu l'état de déliquescence du pays, seule la monarchie pourrait lui redonner des bases solides* » et qui s'est dépensé sans compter pour faire prévaloir cette solution.

On verra dans les cent dernières pages avec quelle prudence Jacques Chirac a engagé des soldats français en Afghanistan après la défaite des Talibans, dans une guerre que les Américains ont toujours conçue comme leur guerre.

Une guerre menée de manière désastreuse par des stratèges qui ne comprenaient ni le pays ni la nature du conflit. Les conseillers politiques américains ont été tout aussi funestes puisqu'ils ont obtenu que la Loya Jirga transforme le projet constitutionnel équilibré que Guy Carcassonne, éminent juriste, avait élaboré avec l'appui de Jean-Pierre Guinhut en un système aberrant dans lequel « *une Assemblée indissoluble peut (...) saborder le gouvernement d'un président lui-même intouchable* ».

Dès lors, tout est en place pour une nouvelle tragédie dans laquelle Nicolas Sarkozy a plongé les soldats et les diplomates français pour concrétiser son atlantisme.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Jean-Christophe Notin - « *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, 1979-2011* », Fayard, 2011, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)



# De quoi DSK est-il le nom ?

**I**l faut une certaine dose de courage pour oser vraiment affronter l'affaire D S K, alors que tout le monde en parle en éludant soigneusement les questions les plus difficiles posées par le plus grand scandale médiatico-politique de l'époque. Même les adversaires directs de l'ancien patron du F. M. I. sont gênés aux entournures. Passons sur la *présomption d'innocence* à laquelle s'est substituée, depuis l'abandon des charges par le procureur new-yorkais, une sorte de non-lieu qui n'équivaut nullement à une déclaration d'innocence. L'inculpé du Sofitel devait bénéficier de tous les moyens nécessaires à sa défense – et il en a usé à la mesure de la fortune de son épouse ! Mais la scène du crime, même laissée à son mystère, a brutalement exposé au monde entier la conduite privée d'un de ses plus puissants dirigeants. Précisément *le domaine privé* peut-il être préservé, dès lors que la conduite de l'homme public est devenue un objet de curiosité universelle ? Et problème plus délicat encore : au nom de quoi pourrait-on condamner une telle conduite alors que le droit à la liberté des mœurs semble universellement admis ? Sauf présomption de viol.

Damien Le Guay a osé aller au terme de l'examen que la plupart des commentateurs abandonnent en cours de route. Il ne prétend nullement se substituer à la justice américaine dont il n'entend pas contester les procédures. C'est en moraliste, pénétré du souci impératif du bien public, qu'il n'hésite pas à argumenter ses jugements, allant jusqu'à provoquer toutes les instances de la permissivité contemporaine. Pourquoi l'affaire D S K est-elle un coup de semonce, qui contraint à revenir au plus vite à la vertu dont Montesquieu faisait en quelque sorte le fondement de la République ? Vertu qui dépasse la *virtù* machiavélienne, en retrouvant les requêtes les plus classiques pour la conduite des mœurs et qui défie donc directement le droit à la jouissance des enfants de 68 : « *De ce point de vue, D S K est un enfant libéré et perdu de Mai 68. Il veut tout et son contraire et le veut sans complexe. Il a fini par se perdre dans ce refus du refus, cette permissivité à outrance et cette dépendance compulsive pour les jouissances corporelles en dose de plus en plus massive. Houellebecq analyse ainsi cette baisse tendancielle du taux de plaisir : cette génération post-68 libérée de tout (sauf d'elle-même et de sa frénésie sexuelle) est soumise à la dictature de la loi décroissante du plaisir.* »

Vraiment est-il possible d'aller si loin dans l'exigence vertueuse ? La continence sexuelle a-t-elle jamais été tenue pour un préalable de bonne gouvernance ? Damien Le Guay allègue l'exemple de la République de Venise : « *Quand les Vénitiens entraient dans le palais ducal de Venise, dans la*

*salle d'attente, ils étaient confrontés à un tableau de Véronèse : Jupiter punissant les vices. Le dieu de l'Olympe, lutte effectivement, dans un gigantesque corps à corps, avec les quatre vices [la calomnie, la luxure, la rébellion, la corruption] pour mieux rappeler à tous les citoyens que la République est en danger quant les individus, de l'intérieur d'eux-mêmes, se laissent aller.* » Reste à vérifier si la Sérénissime fut vraiment préservée des maux combattus par Jupiter. Ce qui me permet de signifier à Damien Le Guay un amical reproche. Il y a quelque abus, et surtout un curieux artifice à faire des républicains, a priori, des parangons de vertus, protégées de la licence sexuelle, qui serait l'apanage de la monarchie d'Ancien Régime, où le Roi se réservait le droit de posséder toutes ses favorites. C'est quand même pousser un peu loin le paradoxe que de conférer à D S K une « sexualité monarchique » ! Comme s'il n'y avait pas une solide tradition des machistes républicains et de frénésie sexuelle chez les élus du suffrage, John Fitzgerald Kennedy représentant, de ce point de vue, une sorte de modèle inégalé, au point d'avoir mis en danger la sécurité des États-Unis, au demeurant protégée par un personnage aussi douteux que Hoover, grand maître du FBI...

par Gérard Leclerc



Et si l'on s'en tient à la république française, il y a quand même méprise, lorsqu'on oppose les dérives sexuelles « monarchiques » des présidents depuis Giscard, à la vertu d'un de Gaulle, qui fut le plus capétien des monarques républicains ! Mais cette querelle ne saurait cacher ce qu'il y a de plus intéressant dans la réflexion de Damien Le Guay : « *Cet homme, perdu, hagard, chasseur de femmes-objets est un symptôme. De quoi est-il le nom ?* » Tout simplement de notre époque, de notre situation singulière avec tous les rapports incestueux entretenus entre

puissances financières, médias et politiques. Et ceci dans le cadre d'une crise généralisée qui remet tout en cause. Le spectaculaire dérapage de Dominique Strauss-Kahn est l'occasion d'une fulgurante analyse d'un système qui révèle ses failles internes. Peut-être que Damien Le Guay reste-t-il un peu en retrait sur ce qui concerne une crise économique qu'il semble ramener à la seule dette des finances publiques, alors que c'est la structure même du libéralisme économique qui se trouve déstabilisée. La compétence généralement reconnue au patron démissionnaire du FMI n'est-elle pas justement à réexaminer sérieusement dans le cadre d'un séisme toujours en expansion ?

On se demande alors si, dans un paysage dévasté, tout ne serait pas à reconstruire ; la politique, l'économie, la morale. Damien Le Guay a cependant raison d'écrire que « *la loi passe par le cœur et la probité personnelle permet d'éviter d'en passer par la loi.* » Mais c'est admettre ainsi que les solutions n'appartiennent pas toutes à la politique, c'est-à-dire au domaine de la loi. Ce qui pourrait être l'occasion d'un réexamen de la philosophie politique, au demeurant amorcé par lui-même, lorsque sur la sexualité il s'interroge pour savoir ce qui appartient et ce qui échappe à la régulation politique. ■

📖 Damien Le Guay - « *De quoi D S K est-il le nom ?* », L'Œuvre, prix franco : 20,50 €.

[Achat immédiat](#)

## Soyons insatisfaits

**P**iergiorgio Bellochio, le frère du cinéaste, est un acteur important de la vie intellectuelle italienne, créateur et directeur de plusieurs revues et journaux qui marquèrent leur temps.

Défenseur d'une gauche radicale, mais qui sut tenir son esprit à l'écart des brumes de l'idéologie, il se demande « comment les espoirs d'hier ont pu devenir, presque du jour au lendemain, si vertigineusement vides ». C'est autour de cette interrogation, qui est aussi la constatation d'un désastre, que tournent les textes que publient les Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances (une maison d'édition spécialisée dans la critique radicale de la société industrielle, cf. Riesel, Anders, Charbonneau...).

*Nous sommes des zéros satisfaits* précédé de *Limiter le dés-honneur* regroupe une série de fragments, de notes, de commentaires ou de réflexions, s'appuyant sur les matériaux les plus divers (une visite en un lieu improbable, un petit événement de la vie quotidienne, un film à la télévision, etc.), mais toujours d'une grande acuité intellectuelle, sans trace de résignation, même si une certaine lassitude pointe de ci de là.

Bellochio est un styliste, un moraliste, et sans doute aussi un nostalgique. Mais, comme l'écrit le traducteur Jean-Marc Mandosio, rapportant les propos de La Porta, « la nostalgie de l'individu est peut-être la seule boussole, si minuscule soit-elle, capable de nous orienter dans le présent. »

**Patrick PIERRAN**

📖 Piergiorgio Bellochio - « *Nous sommes des zéros satisfaits* », Éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, prix franco : 13,50 €. [Achat immédiat](#)

# Histoire d'un échec non programmé

**L'Histoire est toujours à revisiter, toujours à creuser. La problématique nous est chère et l'ouvrage de Gabriel de Broglie excellent (1).**

**L**a chute de la branche aînée des Bourbon était inéluctable. La conduite des affaires par Louis XVIII durant son règne avait le mérite de ménager les choses et de conduire une politique qui présentait un semblant d'équilibre. L'arrivée au trône de Charles X allait changer tout cela et en quelques mois les éléments les plus réactionnaires et les plus contre-révolutionnaires des élites françaises reprirent la main et réduirent à néant les patients efforts du précédent roi. Diverses lois renforcèrent la mainmise de l'Église et de ce que l'on nommait *l'esprit jésuite* sur la société française. D'erreur en erreur, de maladresse en maladresse les bases du trône se sont fissurées jusqu'à la crise finale des ordonnances sur la presse.

C'est que la société continuait son évolution. Les années de la Restauration furent fécondes au plan des idées politiques, les recherches et les publications doctrinales furent nombreuses, d'une extraordinaire qualité et d'un grand retentissement. Les **hommes nouveaux** ont refait la société française tant en politique que dans le domaine des arts, n'oubliant rien, eux, des quarante années qui s'étaient écoulées depuis 1789. Le romantisme gagna les esprits et les cœurs, et une grande partie des élites se rallia peu à peu à l'idée qu'un changement dynastique pouvait permettre à toutes ces idées d'éclorre, de se propager et de s'appliquer pour le plus grand profit de la monarchie, de la France et des Français. Le gouvernement n'ignorait évidemment rien de toutes ces nouveautés mais jamais il ne

fut en mesure d'y opposer des éléments doctrinaux susceptibles de les contrecarrer.

L'un des nombreux intérêts de cet ouvrage réside dans les citations, souvent longues des auteurs les plus divers, de Chateaubriand à Hugo, de Thiers à Guizot en passant évidemment par le duc de Broglie, ancêtre de l'auteur qui a laissé des Mémoires et des lettres évidemment abondamment et très heureusement utilisées. Ces relectures permettent de saisir avec exactitude les positions et les évolutions des esprits, tant avant juillet 1830 qu'après. C'est un foisonnement dont est sortie la Révolution puis l'installation et l'évolution du nouveau régime. L'enchaînement des événements qui va conduire aux Trois Glorieuses, l'attitude même du duc d'Orléans, tout est décortiqué.

L'acclimation du parlementarisme, pierre angulaire des travaux des publicistes a été une réussite, même si l'on doit bien évidemment regretter le mode de suffrage qui même élargi reste inégalitaire. La fédération de groupes pourtant fort divers de tempérament, d'idéologie et de pratique a réussi à mettre à bas un régime pour lui substituer un autre plus conforme aux mœurs et à l'époque. Les hommes de valeur ne manquaient pas mais pour autant le tout fut emporté en 1848.

Alors pourquoi la chute de 1848 ? Outre les rivalités qui opposèrent, plus sur un plan personnel que sur le plan politique, les tenants du régime, l'auteur met l'accent sur les difficultés qui se firent jour assez vite. L'attitude de Louis-Philippe, sa conception du pou-

voir et de son exercice ne sont pas les moindres problèmes. Pour libéral qu'il fut, le roi n'en restait pas moins un homme du dix-huitième siècle et les difficultés qu'il a connues avec certains de ses ministres viennent de là. Le conformisme social des élites, leurs menées routinières et conservatrices n'arrangèrent rien. Pas plus d'ailleurs que les scandales divers qui émaillèrent le règne.

Longtemps j'ai pensé, avec d'autres, que l'échec final du régime de Louis-Philippe était inscrit et il faut avouer que les arguments de Gabriel de Broglie ont introduit le doute chez moi et le feront inmanquablement chez d'autres. Le livre mérite une lecture extrêmement attentive. Le style est clair, précis et agréable ; l'argumentation fouillée et difficile à mettre en difficulté ; la construction intelligente et démonstrative. J'avais déjà dit tout le bien qu'il fallait penser de l'étude de Munro Price (2). Il convient d'y ajouter celle-ci pour avoir une vision panoramique de la période.

Plein de préjugés sur notre académicien, tous tombés, je le confesse, il faut affirmer que le sérieux de cet ouvrage permet de compter Gabriel de Broglie au rang de la demi-douzaine de spécialistes de la période. Il est vrai qu'il lui a consacré bon nombre d'ouvrages, des biographies généralement qui lui ont permis d'en connaître parfaitement les protagonistes avant que de parachever son œuvre avec celui-ci. À recommander donc, chaudement, à lire et à discuter.

**Pascal BEAUCHER**

📖 (1) Gabriel de Broglie - « *La monarchie de Juillet - 1830-1848* », Fayard, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Munro Price - « *Louis-Philippe* », de Fallois, prix franco : 28 € - Voir *Royaliste* n° 975. [Achat immédiat](#)

## Souscription

# L'un a du superflu, et l'autre manque du nécessaire

(Plutarque - Les symposiaques)

Nous vous avons demandé 12 000 euros et vous nous en avez donné plus de 14 000 ! Ainsi, votre fidélité, votre générosité, ne se démentent pas, montrant par-là même combien *Royaliste* vous est cher et occupe une place irremplaçable dans le paysage politique.

Autre signe de cet attachement : nous avons envoyé notre numéro spécial « 40 témoins pour nos 40 ans » (n° 992bis) à d'anciens abonnés qui n'avaient pas renouvelé pour des raisons diverses leur abonnement. Eh bien ! ce sont plusieurs dizaines d'entre eux qui à cette occasion ont renoué avec nous ce lien interrompu.

Oh ! bien sûr, tout n'est pas rose dans notre situation et la procédure d'expulsion de nos locaux par la mairie de Paris se poursuit. Bertrand Delanoë n'a pas répondu à nos lettres lui demandant de nous proposer une solution à ce problème crucial. Mais nous ne nous en reposerons pas là et vous tiendrons au courant des suites de cette affaire.

En attendant merci encore pour votre indéfectible soutien.

Yvan AUMONT

7<sup>e</sup> et dernière liste de souscripteurs

Olivier Bianchi 53 € - Michèle Bicheler 53 € - Djamel Boudjelal 73,92 € - Didier Bourdelin 30 € - Gisèle Brodud-Yviquel 50 € - Philippe Cailleux 33 € - Jean-Luc Castro 150 € - Hubert Colombier 30 € - Roseline Defranould 50 € - Jean-Michel Dejenne 25 € - Guy Delranc 60 € - Michèle Dutac 21,72 € - Michel Fontaurrelle 100 € - Luc Durand 33 € - Gaston Ernoul de la Chenelière 53 € - François Fardeau 53 € - Hélène Fatre 8 € - Claude Ferrand Blazer 100 € - Christian Frater 50 € - Hugues de Froberville 50 € - André Galliere 50 € - Chantal Garcin 10 € - Yves Garnier 40 € - Pierre Hervieux 50 € - Alexandra Lavaut 25 € - Jacques Leflaive 50 € - Jean-Louis Legoux 53 € - Jean-François Maurel 225 € - Olivier Moulin 100 € - Alain-Paul Nicolas 75 € - Hugues Noël 20 € - Christine Orsini 50 € - Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot 100 € - Yolande de Prunel 120 € - Michel Roth 15 € - Jacques Roué Daéron 13 € - Hervé Rumin 50 € - Alain Saint-Paul 35 € - Bernard Sonck 50 € - Michel Soulier 50 € - Bernard Thibault 30 €.

Total de cette liste : 2 287,64 €

Total précédent : 11 756,84 €

Total général : 14 044,48 €

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

## REPRISE DES RÉUNIONS

● Mercredi 5 octobre - Après avoir été chef économiste au Crédit Lyonnais puis à la banque HSBC, Antoine BRUNET a fondé la société AB Marchés qui se consacre à l'étude macroéconomique des grandes puissances. Son attention se porte principalement sur l'ambition hégémonique

chinoise, à laquelle il a récemment consacré un livre en collaboration avec Jean-Paul Guichard, professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis.

Accaparés par la question des dettes publiques et privées, les dirigeants politiques de droite et de gauche ne veulent pas voir que la suppression des protections douanières favorise une concurrence meurtrière pour les pays européens et interdit toute réplique efficace à la stratégie impérialiste chinoise. « Face à la Chine : que faire ? » La politique à mettre en œuvre doit être à la fois monétaire, commerciale, diplomatique, puisque l'offensive chinoise se développe sur tous les fronts.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

## ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la

N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire, également disponible sur notre site internet.

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez  
à la NAR !

Formulaire sur demande ou en ligne  
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

Vous avez reçu ce journal  
gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)  
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Du mensonge à l'aveu

Dans le désordre des déclarations contradictoires, des intentions proclamées, des aveux troublants et des décisions annoncées, tentons de faire le point (1).

D'abord, on nous a menti. L'annonce de la « reprise » n'était qu'une opération de propagande. Quatre ans après le début de la crise financière, les plans de relance ont été insuffisants et les promesses de régulation faites par les puissants n'ont pas été tenues, parce qu'ils n'avaient pas l'intention de les tenir. Ils ont sauvé les banques, provisoirement - pas leur système.

Mais les mensonges des dirigeants, répercutés avec complaisance par les principaux médias, sont maintenant dévoilés par certains des acteurs du jeu suicidaire dans lequel les peuples sont entraînés. La première, Christine Lagarde a dit fin août l'urgence d'une recapitalisation des banques dans cette « phase dangereuse » où se trouvent placés les États-Unis et maints pays de l'Union européenne. Les innombrables dénégations qui ont suivi cet avertissement n'atténuent en rien la gravité du problème.

Autre aveu : celui de la commission de contrôle du budget grec qui a annoncé le 31 août que la dette était désormais « hors de contrôle ». Les rapporteurs ont été déclarés incompetents mais nul ne peut ignorer les chiffres qui démontrent l'échec des prétendus plans de sauvetage de la Grèce. La récession atteindra au moins 4,5 % à la fin de l'année, le taux de chômage est supérieur à 15 %, le pays est en révolte permanente. La BCE,

le FMI et la Commission européenne n'en continuent pas moins d'exiger la destruction de l'économie grecque par voie de privatisations massives et la paupérisation du peuple hellène – sans vouloir reconnaître que leurs prescriptions creusent la dette et aggravent la récession. Face à cette folie, la Grèce devra tôt au tard faire défaut et sortir de l'euro.



Mais cette folie est contagieuse puisque la rigueur budgétaire continue d'être présentée comme le remède à l'endettement des États européens. C'est une imposture : à Madrid, à Rome, à Paris, on essaie seulement de calmer les agences de notation bêtement érigées en arbitres du jeu. Comme la rigueur provoque la récession, les agences ne seront pas contentes et les spéculateurs continueront de chercher, dans la catastrophe générale, d'ultimes sources de profit. Il faudrait donc marier la rigueur et la relance et rétablir la fameuse « confiance » de peuples qui ont parfaitement compris, depuis trois ans, qu'on les sacrifiait au sauvetage des banques. On peut équilibrer les formules dans les communiqués des gouvernements et des rencontres in-

ternationales mais les impasses se multiplient et les contradictions s'aggravent.

Le salut par les euro-obligations ? L'Allemagne n'en veut pas et l'agence Standard & Poor's a annoncé qu'elle leur donnerait une note infamante faute de garanties suffisantes.

Le sauvetage de la zone euro par la Banque centrale européenne ? Le rachat massif d'obligations d'État, au mépris des règles européennes, provoque de graves dissensions marquées par la démission de Jürgen Stark, le très orthodoxe économiste en chef de la BCE.

L'issue fédéraliste sous la forme d'une « gouvernance » européenne ? Il faudrait changer les traités. Techniquement, cela prendrait des années alors que la zone euro ne passera pas l'hiver. Politiquement, c'est impossible car la crise de l'euro a dissipé toutes les illusions sur la solidarité européenne.

On s'efforcera donc de détruire les systèmes de protection sociale pour séduire les agences de notation et calmer la spéculation. A en croire les éditorialistes de cour, cela se fera en France après l'élection présidentielle, quel que soit le vainqueur. Ils ont raison de dire que la gauche saura comme d'habitude faire preuve de « réalisme » – ce qui signifie qu'elle se soumettra avec empressement aux volontés allemandes. Mais ils ont tort de considérer, à l'instar d'Alain Minc, que la *sagesse* des deux principaux syndicats garantit la paix sociale. La France, qui connaît des mobilisations massives depuis 1995, ne restera pas à l'écart du mouvement mondial de contestation radicale de l'ultra-libéralisme.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) L'éclairage quotidien de la crise est donné par le blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>